

DANS L'ACTUALITE du 5 au 7 avril 2016

Textes officiels

JORF n° 0081 du 6 avril 2016

Modalités d'élaboration et d'adoption du schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public

[Décret n° 2016-402 du 4 avril 2016 pris pour l'application de l'article 26 de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire](#)

Modalités de création des maisons de services au public

[Décret n° 2016-403 du 4 avril 2016 pris pour l'application de l'article 27 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations](#)

Jurisprudence

Contentieux des marchés publics : examen prioritaire d'un recours incident

[CJUE 5 avril 2016, aff. C-689/13](#)

Recours contentieux direct : distinction entre décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale et décision de dispense d'évaluation environnementale d'un plan, schéma, programme ou autre document de planification mentionné à l'article L. 122-4 du code de l'environnement

[Avis CE 6 avril 2016, req. n° 395916](#)

Plan local d'urbanisme et installation de stockage de déchets inertes

[CE 6 avril 2016 société Carrières Leroux-Philippe, req. n° 381552](#)

La conclusion d'une DSP provisoire est-elle soumise aux règles de publicité ?

[CE 4 avril 2016 communauté d'agglomération du centre de la Martinique, req. n° 396191](#)

Document non communicable à un candidat évincé

[CE 30 mars 2016 centre hospitalier de Perpignan, req. n° 375529](#)

Réponse ministérielle

Question écrite Sénat n° 16458 du 17 mars 2016 - [Emplacement de la signalisation des noms de rues](#)

Question écrite Sénat n° 13376 du 24 mars 2016 - [Signalisation des voies interdites aux cavaliers](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Marchés publics : donner un coup de pouce aux PME

[Lors d'une journée organisée par l'Ugap et le Forum pour la gestion des villes, les intervenants sont revenus sur les dispositifs mis en place par le décret et l'ordonnance marchés publics pour faciliter l'accès des PME.](#)

Source : le Moniteur du 07/04/2016

Réforme des marchés publics : acteurs du BTP, ce qui change pour vous

[Rendez-vous le 14 avril à Paris pour une conférence d'actualité organisée par Le Moniteur et achatpublic.info. Un décryptage des nouvelles règles de la commande publique, en présence de la Direction des affaires juridiques de Bercy.](#)

Source : le Moniteur du 07/04/2016

Conseil aux acheteurs publics : Bercy vient de sortir neuf fiches techniques

[La Direction des affaires juridiques du ministère de l'Économie a publié de nouvelles fiches techniques et en a réactualisé d'autres pour aider les acheteurs à mettre en œuvre les récentes règles issues de la réforme des marchés publics entrée en vigueur au 1er avril.](#)

Source : le Moniteur du 04/04/2016

Urbanisme

Les schémas départementaux de services au public bouclés au 31 décembre 2017

[Un décret publié au Journal officiel le 6 avril apporte quelques précisions sur l'élaboration les "schémas départementaux d'amélioration et d'accessibilité des services au public" instaurés par la loi Notr du 7 août 2015 \(et prévus désormais à l'article 26 de la loi d'aménagement du territoire du 4 février 1995\).](#)

Source : localtis.info du 07/04/2016

« Notre objectif est de clarifier l'identité urbaine des quartiers de Toulouse », Annette Laigneau, adjointe à l'urbanisme

[Après avoir lancé l'aménagement de son centre historique confié à l'urbaniste catalan Joan Busquets, Toulouse s'intéresse à ses quartiers de proximité. Elle a confié à l'architecte Dominique Perrault une étude sur le secteur de Brouardel-Europe. Mercredi 6 avril, Annette Laigneau, adjointe au maire déléguée à l'urbanisme, organise deux tables rondes invitant les usagers, acteurs du site et porteurs de projets, à s'exprimer sur l'avenir du site. Elle explique la démarche.](#)

Source : le Moniteur du 06/04/2016

Aux Halles, la Canopée réveille le cœur de Paris

[Au centre de la capitale, la grande vague de verre de la Canopée est inaugurée ce mardi 5 avril. Emblématique par son architecture, l'édifice représente toutefois la partie émergée d'un complexe souterrain bien plus vaste qui, lui aussi, a fait l'objet d'interventions importantes. Et où les chantiers ne sont pas tout à fait achevés...](#)

Source : le Moniteur du 04/04/2016

Environnement

Planification énergétique : les collectivités au premier temps de la valse

Les lois Maptam, Notr et de transition énergétique ont rebattu les cartes de la planification en matière d'énergie, de qualité de l'air et d'émissions de gaz à effet de serre. SRCAE, plans climat, premiers PLU à forte couleur énergétique, la jungle des acronymes se densifie avec l'arrivée des Sraddet, les schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires.

Source : localtis.info du 07/04/2016

Autorité environnementale : les recommandations de 2016 pour évaluer les plans et projets

L'Autorité environnementale vient de publier son rapport annuel 2015. Les maîtres d'ouvrage de parcs éoliens marins, de grands ports maritimes ou du réseau de transport du Grand Paris notamment y trouveront des pistes pour évaluer l'impact de leur projet.

Source : le Moniteur du 06/04/2016

Notre-Dame-des-Landes: une nouvelle enquête publique pourrait sonner le glas du projet d'aéroport

Il y aura bien un référendum, le 26 juin, autour de la question du transfert de l'aéroport de Nantes-Atlantique, mais si le «oui» l'emporte, le projet ne comportera qu'une seule piste et devrait nécessiter une nouvelle enquête publique. Pour Bruno Retailleau, président LR de la région des Pays-de-la-Loire, cela représente «10 ans de procédures auxquelles ne survivra pas le projet».

Source : le Moniteur du 06/04/2016

Notre-Dame-des-Landes: un rapport du ministère de l'Environnement estime le projet «surdimensionné»

Alors que Matignon envisage toujours un début des travaux en octobre, un rapport commandé par Ségolène Royal considère que le projet de Notre-Dame-des-Landes est «surdimensionné» par rapport aux besoins. Voilà qui devrait raviver le débat alors que la mise en place d'un référendum reste très critiquée.

Source : le Moniteur du 05/04/2016

La maire de Paris candidate à la présidence du C40, le plus grand réseau de villes mondiales

[Anne Hidalgo, la maire PS de Paris, a annoncé lundi 4 avril sa candidature à la présidence du C40, le plus grand réseau de villes mondiales, dont l'objectif est de lutter contre le dérèglement climatique.](#)

Source : localtis.info du 05/04/2016

Collectivités territoriales

Nouveaux périmètres intercommunaux : des schémas souvent bien négociés, selon l'AdCFpar
Le Courrier

[A l'examen de plus de 70 % des schémas de coopération intercommunale, l'AdCF juge que les négociations au sein des commissions départementales entre élus et préfet n'ont pas donné lieu à une opposition frontale, comme pouvaient le faire craindre plusieurs projets d'EPCI XXL. Restent quelque situation de frictions et des délais jugés très courts pour les fusions les plus complexes.](#)

Source : le Courrier des maires du 05/04/2016

Réforme territoriale : la mission sénatoriale livre ses premières impressions

[Mathieu Darnaud et René Vandierendonck ont présenté un rapport intermédiaire faisant état de leurs premiers travaux dans le cadre de la mission sénatoriale sur la mise en oeuvre des lois de réforme territoriale. Qu'il s'agisse d'intercommunalité ou de fusions de région, cette restitution permet d'ores et déjà d'identifier plusieurs points de vigilance.](#)

Source : localtis.info du 05/04/2016

Numérique

Projet de loi numérique : les sénateurs ferment les vannes de l'open data

[La commission des lois examinait ce mercredi 6 avril le texte de la secrétaire d'Etat en charge du Numérique. Les sénateurs sont revenus sur des dispositions en faveur de l'ouverture des données publiques, un des axes forts. Revue des principaux changements.](#)

Source : la gazette des communes du 06/04/2016

Presse

Stade de Bordeaux : le PPP dans la ligne de mire du Conseil d'Etat

Leur nouveau stade ne porte pas chance au Football Club Girondins de Bordeaux, qui végète à la douzième place de la Ligue 1. Construit dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP) par Vinci et Fayat, il cause aussi des soucis à Alain Juppé. Le rapporteur public du Conseil d'Etat a estimé « illégale » la délibération municipale de 2011 autorisant le maire à signer le PPP.

Source : les Echos du 07/04/2016